

A woman with short dark hair, wearing a white shawl over a red top and a yellow patterned skirt, stands smiling next to a concrete water tap. The background shows a rural landscape with green vegetation and a large mountain peak under a hazy sky. A dark semi-transparent box is overlaid at the bottom of the image, containing the title text.

**UN PLAN À L'ÉCHELLE DU DISTRICT
POUR UN ACCÈS UNIVERSEL À DES
SERVICES WASH DURABLES**

REMERCIEMENTS

Ce document a été développé par Will Tillett (Aguaconsult) et Stef Smits (IRC), avec de précieuses contributions de Harold Lockwood (Aguaconsult), Angela Huston et John Butterworth (IRC), Vincent Casey, Clare Battle et Ellen Greggio (WaterAid), Nick Burn et Kelly Latham (Water for People)

UN PLAN À L'ÉCHELLE DU DISTRICT POUR UN ACCÈS UNIVERSEL À DES SERVICES WASH DURABLES

NOVEMBRE 2017



TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCCION	7
1.1 À PROPOS DE AGENDA FOR CHANGE	7
1.2 UN PÉRIPLE – PAS UN SPRINT	8
1.3 PORTÉE ET PUBLIC DU PLAN	8
1.4 STRUCTURE DE LA FEUILLE DE ROUTE	8
2. LOS PRINCIPIOS DE LA AGENDA PARA EL CAMBIO	9
2.1 POLITIQUE GLOBALE	9
2.2 AU NIVEAU NATIONAL	9
2.3 AU NIVEAU DU DISTRICT	10
3. LA HOJA DE RUTA PARA SERVICIOS UNIVERSALES Y SOSTENIDOS A NIVEL DISTRITAL	
3.1 CONCEPTUALISATION DE LA FEUILLE DE ROUTE	11
3.2 INTRODUCTION ET VISUALISATION	12
Contextualiser la feuille de route	12
Développer la compréhension de la feuille de route par les parties prenantes	12
Visualisation et recherche de consensus	12
Accord sur un plan d'action	12
3.3 RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	13
Évaluation institutionnelle rapide	13
(Ré)Établissement et renforcement des institutions	14
3.4 PHASE D'ÉVALUATION	14
3.4.1. DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ ET DE L'INVENTAIRE D'ACTIFS	15
3.4.2. COMPRENDRE LES COÛTS ET LES DÉPENSES	16
Calcul du coût du capital et du coût du capital d'entretien	17
Calcul des coûts des opérations et d'entretiens mineurs	18
Calcul des coûts de support direct	18
Consolidation des données financières	18
3.4.3. ÉVALUATION DES NIVEAUX DE SERVICE ET DES FOURNISSEURS DE SERVICE	18
3.4.4. ÉVALUATION DES RESSOURCES EN EAU	19
3.4.5. AUTRES ÉTUDES POTENTIELLES AU COURS DE LA PHASE D'ÉVALUATION	20
3.5 PHASE DE PLANIFICATION	20
Consolidation, analyse et validation des conclusions de la phase d'évaluation	21
Responsabilisation et consultation	21
3.6 IMPLÉMENTATION ET SURVEILLANCE (AVEC RESPONSABILISATION)	23
Alignement	23
Assistance technique et renforcement des capacités d'implémentation	23
Surveillance, évaluation et responsabilisation	23
Apprentissage et dissémination	24
4. RELIER CE PLAN D'ACTION AU NIVEAU NATIONAL	25
5. CONCLUSION	26

LISTE DES FIGURES

Figura 1: Comportements collaboratifs SWA	9
Figura 2: Vue d'ensemble du processus de la feuille de route	11
Figura 3: Un exemple de notation d'une liste de contrôle d'une évaluation institutionnelle à / en Honduras	13
Figura 4: Exemple de carte SIG des points d'eau avec AKVO Flow. Source: sustainableWASHalliance.org	16
Figura 5: Exemple de graphiques générés dans l'outil d'analyse d'actifs (exemple du Rwanda)	16
Figura 6: Consolider les sources des données financières	21
Figura 7: Exemple de diagramme de flux financier au Honduras: Banque Mondiale 2014	23

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

Inv	Dépenses d'investissement
InvEnt	Dépenses d'investissement liées à l'entretien
CdC	Coût du capital
CSD	Coût du support direct
CSI	Coût support indirect
GPS	Système de positionnement mondial
ESC	Examen sectoriel conjoint
MdA	Mémoire d'accord
ONG	Organisation non-gouvernementale
OE	Opérations et entretiens mineurs
OpEx	Coûts des opérations et d'entretiens mineurs
ODDs	Objectifs de développement durable
SWA	Assainissement et eau pour tous
ONU	Organisation des Nations Unies
WASH	Eau, assainissement et hygiène

GLOSSAIRE

District	Le terme district est utilisé dans ce document pour désigner la principale zone d'administration locale où les services WASH sont planifiés et fournis. Le nom varie d'un pays à l'autre (district, commune, comté, municipalité, préfecture), mais décrit dans chaque cas la zone de services administratifs pour WASH.
Approche à l'échelle de district	Cette approche garantit un plan complet d'évaluation des besoins, de planification et de prestation des services WASH et de suivi des performances, de manière à n'exclure aucune communauté ni personne. C'est une approche qui garantit un accès universel et durable à l'eau, à l'assainissement et à une bonne hygiène. Cela exige des lignes de responsabilité claires, des partenariats efficaces, des mécanismes de financement durables et des mécanismes de responsabilisation.
Agenda for Change	Un mouvement mondial, à travers un ensemble d'organisations aux vues similaires, s'emploie à adopter une approche durable, basée sur la création de systèmes, pour parvenir à un accès universel et durable à WASH, par le biais d'un plaidoyer mondial, du développement d'outils et d'une démonstration d'approches visant à stimuler le changement du secteur.
Modèles de prestation de service	Fait référence à la combinaison d'une approche de gestion au niveau de la prestation de services (par exemple, communautaire, privée, publique, etc.) et des cadres juridiques, politiques, institutionnels, réglementaires et de financement verticaux nécessaires pour soutenir ces structures de gestion et leur permettre de fonctionner efficacement.
Autorité de service	Fait référence à la (aux) institution(s) ayant le mandat légal de veiller à ce que les services WASH soient planifiés et fournis. Les autorités de service sont généralement, mais pas toujours, assimilées à un gouvernement local et ne participent pas nécessairement à la fourniture directe de services (même si elles peuvent dans certains cas). Remarque - WASH couvre plusieurs secteurs (eau, santé, éducation, etc.), ce rôle peut être joué par plusieurs organisations au niveau du district.

1. INTRODUCTION

1.1 À PROPOS DE AGENDA FOR CHANGE

Les objectifs de développement durable (ODDs) fixent des objectifs pour WASH qui requièrent un changement d'approche fondamentale si nous cherchons à atteindre un engagement mondial en faveur d'un accès équitable. De nouveaux services doivent être accessibles en ligne pour arriver à atteindre plus de personnes et les services et les niveaux de services doivent être entretenus, abordables et équitables pour tous. Pour y parvenir, il est nécessaire de modifier de manière significative le mode de fonctionnement du secteur et la manière dont les partenaires et les organisations de développement supportent les gouvernements dans la réalisation de leurs objectifs. Il faut passer d'initiatives fragmentées basées sur le développement de projets à une approche globale à long terme qui soutient la prestation permanente de services et renforce les systèmes locaux. Les initiatives fragmentées doivent être harmonisées dans le cadre de plans unifiés dirigés par le gouvernement et les éléments de base pour la prestation de services durable doivent être mis en place à tous les niveaux. Le renforcement des systèmes gouvernementaux centraux contribuera à assurer un cadre national solide. Il faut redoubler d'efforts pour permettre aux autorités infranationales (par exemple, les districts et les municipalités) de s'acquitter de leurs mandats décentralisés en matière de planification, de financement, de gestion et d'appui à la prestation de services.

Agenda for Change est une réponse collaborative aux faiblesses des approches existantes. La collaboration a été lancée en 2015 par un ensemble d'organisations avec une vision commune¹ et un engagement en faveur de l'universalité et de la durabilité. Agenda for Change est un mouvement guidé par un ensemble de principes partagés et une méthode de travail partagée. L'objectif est de contribuer à réaliser un accès universel à des services durables en appliquant une approche systémique au WASH. Cela signifie soutenir le secteur dans le pays du niveau du district au niveau national, en testant et en démontrant des approches et en tirant leçons des expériences à tous les niveaux afin d'amplifier à plus grande échelle les méthodes efficaces et les pratiques optimales.

La plupart des pays offrent des services décentralisés et exigent que les autorités locales assument le mandat d'autorité du service WASH². Les autorités locales doivent veiller à ce que tous les habitants de leur région aient accès à

des services durables. Ce rôle d'autorité du service est distinct de celui de fournisseur de service. Ce dernier est plutôt responsable du service quotidien de livraison, des opérations, d'entretien et d'administration. Agenda for Change prend donc le niveau du district comme point d'entrée dans le but d'obtenir un accès universel et durable à l'entièreté du district. Il est impératif d'aider les autorités de service à élaborer des plans supportés par des preuves démontrant de quelle façon nous pouvons atteindre et maintenir un accès universel pour l'ensemble du district et à mettre en œuvre ces plans à l'échelle du district avec l'appui de partenaires qui s'engagent à apprendre, surveiller et se tenir responsable.

Bien que Agenda for Change prenne le district comme point d'entrée, il reconnaît que les initiatives ne peuvent qu'être un succès dans un environnement national robuste permettant un secteur performant. Ceux qui mettent en œuvre les processus de Agenda for Change travaillent donc avec les gouvernements pour résoudre toute faiblesse dans le secteur et pour veiller à ce que les systèmes nationaux soient appliqués dans les districts.

De cette manière, les approches au niveau des districts sont développées dans un cadre national global, les réussites étant rapportées au niveau national afin de reproduire les meilleures pratiques.

La mise en œuvre des principes mentionnés par Agenda for Change au niveau du district fournit des exemples concrets à d'autres parties du pays sur la manière de planifier et d'atteindre systématiquement les ODDs pour WASH.

Nous adoptons une stratégie cohérente et globale à l'échelle du système pour renforcer les éléments constitutifs à tous les niveaux afin d'assurer des services permanents pour tous; nous appelons cela l'approche globale du district.

¹ Incluant Aguaconsult, IRC, Osprey Foundation, WaterAid and Water for People, avec un engagement croissant d'autres organisations.

² Le terme «autorité de service» est utilisé pour les institutions chargées d'assurer la prestation des services WASH et de s'acquitter de fonctions telles que la planification, la budgétisation, la supervision, le suivi et le soutien des services WASH au niveau local. Dans la plupart des pays, l'autorité de service est normalement assimilée à une administration locale décentralisée (désignée par diverses municipalités, autorités de district ou communes) et à des postes ministériels décentralisés (tels que les ministères de l'eau, de la santé et de l'éducation); mais cette responsabilité peut également incomber à des niveaux de gouvernement supérieurs, tels que des régions ou des provinces, voire même des États dans le cas de pays fédérés. Dans ce document, nous utilisons le terme «district» pour désigner l'autorité de service, sachant que la fonction d'autorité de service peut s'appliquer à plusieurs entités, le WASH étant un problème multisectoriel.

1.2 UN PÉRIPLE – PAS UN SPRINT

Ce document offre un aperçu de la manière dont les principes et la stratégie de Agenda for Change peuvent être appliqués au niveau du district, en suivant une feuille de route générique (non-spécifique à un pays). Le document vise à :

1. Élaborer sur les principes de Agenda for Change à différents niveaux institutionnels;
2. Donner un aperçu des principales étapes de la feuille de route au niveau du district et de ses liens avec des activités plus larges de renforcement du secteur; et
3. Fournir des liens vers des ressources et des outils connexes.

Bien que ce document concerne principalement les efforts visant à renforcer les systèmes WASH au niveau du district, les partenaires de Agenda for Change reconnaissent que le renforcement du système est également nécessaire au niveau national pour créer un environnement propice à la durabilité des services. Nous continuerons à travailler pour positionner cette feuille de route dans un cadre national plus large.

1.3 PORTÉE ET PUBLIC DE LA FEUILLE DE ROUTE

Cette feuille de route présente un ensemble de facteurs servant à la construction de systèmes WASH à l'échelle du district. Ce guide n'est pas prescriptif: l'enchaînement des activités et même, des étapes entières, doit être ajusté au contexte d'un pays ou d'un district spécifique en tenant compte du fait que les pays et les secteurs évoluent au même moment, à différentes vitesses et qu'ils sont à divers stades de développement. Les processus de renforcement des systèmes sont rarement linéaires et ne suivent pas des étapes prédéfinies: il arrive souvent que le processus commence au milieu d'une feuille de route, puis retrace quelques pas, afin de pouvoir ensuite avancer à nouveau. Nous reconnaissons que, en pratique, adopter une approche à l'échelle du district s'apparente davantage à une route sinueuse qu'à une route rectiligne. La feuille de route que nous présentons est le résultat d'essais et d'erreurs dans plusieurs pays et de l'expérience collective des organisations qui la soutiennent. Dans chaque pays où la feuille de route (ou une partie de celle-ci) a été appliquée, l'itinéraire a pris une forme légèrement différente, et a également nécessité des modifications. Peu de districts l'ont suivi exactement tel que présenté ici. La feuille de route restera un travail en évolution, mis à jour périodiquement au fur et à mesure que Agenda for Change acquerra de nouvelles expériences dans les pays où ses programmes sont appliqués. Pour plus d'informations sur Agenda for Change, visitez le site <https://www.washagendaforchange.net>

Le champ d'application à ce jour concerne les zones rurales et met davantage l'accent sur l'eau que sur l'assainissement.³ Il est

principalement concentré sur les fonctions de district liées à la prestation et à la supervision de services publics, en mettant moins l'accent sur la prestation par le secteur privé ou l'auto-apvisionnement⁴. L'application de cette feuille de route aux contextes urbains et aux zones desservies par les services publics nécessiterait d'autres changements et modifications. Transformer cette feuille de route générique en un outil spécifique pour un contexte particulier n'est pas simple et nécessite des facilitateurs expérimentés. Ce document est principalement destiné aux professionnels des membres de Agenda for Change qui connaissent bien le contexte et les processus sectoriels, les gouvernements impliqués dans l'approche à l'échelle du district et d'autres organisations impliquées dans la facilitation du changement des systèmes WASH et intéressées par l'application de ces principes.

1.4 STRUCTURE DE LA FEUILLE DE ROUTE

Le reste de ce rapport est divisé en quatre chapitres: le chapitre deux décrit les principes clés de Agenda for Change appliqués aux niveaux mondial, national et des districts. Le chapitre trois fournit un guide détaillé sur la mise en œuvre de la feuille de route au niveau du district. Le chapitre 4 décrit le lien entre les activités axées sur les districts et le renforcement des systèmes nationaux. Le chapitre cinq offre de brèves conclusions.

³ Les aspects d'assainissement et d'hygiène sont consignés autant que possible dans ce document. Ce sont deux aspects sur lesquels il faudra travailler dans les années à venir.

⁴ La phase d'évaluation et de planification du district couvriront ces approches mais pourraient ne pas saisir pleinement les investissements au niveau des ménages.

2. PRINCIPES AGENDA FOR CHANGE

Agenda for Change est guidé par un ensemble de principes qui s'appliquent aux niveaux du district, national et international⁵.

2.1 PRINCIPES FONDAMENTAUX

- En tant que parties prenantes du secteur, nous sommes déterminés à atteindre l'objectif d'offrir un accès universel à WASH d'ici 2030. Notre mission repose sur le rôle fondamental de WASH dans tous les résultats en matière de développement et dans le programme plus général d'élimination de la pauvreté. Cette date cible n'est pas négociable si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable convenus au niveau international.
- L'accès à des services WASH durables est un droit humain fondamental, reconnu par les Nations Unies.
- Pour établir un accès universel à des services WASH durables d'ici 2030, toutes les agences doivent concentrer et harmoniser leurs efforts sur la mise en place de systèmes WASH efficaces et sur des projets autres que ceux axés exclusivement sur l'approvisionnement de matériel.
- Nous sommes convaincus que le secteur pourra atteindre un accès universel durable d'ici 2030, mais nous comprenons que cela nécessitera de nouveaux partenariats, une meilleure utilisation des ressources financières existantes, de nouvelles sources de financement, ainsi qu'un engagement sérieux.
- Les gouvernements sont les organes responsables avec le mandat de diriger les efforts; les agences externes doivent soutenir et renforcer la capacité du gouvernement à diriger et à réussir dans ces efforts. Nous nous engageons à travailler collectivement et à adopter des comportements qui renforcent les capacités des pays à fournir un accès permanent et responsable aux services WASH (voir Figure 1).
- Aucun plan national solide visant à réaliser l'accès universel d'ici 2030 ne devrait échouer faute de financement. Les finances doivent couvrir toutes les étapes du cycle de prestation de services et doivent être réalisées de manière plus créative et plus efficace. Le financement doit venir des individus, des communautés et des gouvernements de districts et nationaux, combiné avec et soutenu par une aide et/ou une philanthropie traditionnelles et d'autres manières tels que des prêts, des investissements à impact social et des obligations financières.
- La réalisation d'un accès universel et permanent aux services WASH nécessite une amélioration de l'intégration et de nouvelles alliances avec plusieurs secteurs, incluant ceux de la santé, de l'éducation, les des finances et de l'environnement.

- Nous nous engageons à mettre en place et à soutenir des institutions, des processus et des réseaux dirigés par les pays visant à réaliser l'accès universel d'ici 2030, et trouverons des moyens créatifs de soutenir la participation des pays et du leadership dans des initiatives sectorielles à plus grande échelle telles que le partenariat Assainissement et eau pour tous (SWA).

2.2 AU NIVEAU NATIONAL



Figure 1: Comportements collaboratifs SWA

- Atteindre un accès universel aux services WASH durables nécessite l'encadrement et l'engagement politique du gouvernement.
- Des institutions fortes, responsables, réactives et bien organisées sont nécessaires pour fournir et maintenir des services réactifs qui atteignent toutes les communautés. Tous les partenaires travaillent ensemble pour renforcer les éléments constitutifs clés du secteur⁶, notamment:
 - Politique/stratégie sectorielle
 - Coordination sectorielle
 - Finance sectorielle
 - Arrangements institutionnels - qui incluent des cadres pour la réglementation et la responsabilité
 - Suivi du rendement - ce qui peut conduire à une réglementation des fournisseurs de services et des services et garantir que les défis inévitables sont compris et traités en temps voulu

⁵ Il est important de noter qu'il n'existe pas de liste convenue à l'échelle mondiale de blocs de construction sectoriels et que ceux énumérés dans le présent document ne sont certainement pas exhaustifs. Des informations plus détaillées sur les principes sont données à <https://www.washagendaforchange.net/about>

⁶ Il est important de noter qu'il n'existe pas de liste convenue à l'échelle mondiale de blocs de construction sectoriels et que ceux énumérés dans le présent document ne sont certainement pas exhaustifs.

- Nous nous engageons à investir et à participer à un processus cyclique de planification, de suivi, d'évaluation et de correction.
- Inclure tout le monde signifie lutter contre les inégalités en ciblant les ressources sur les personnes les plus marginalisées et les plus exclues, en veillant à ce qu'elles puissent faire valoir leurs droits aux services WASH et en y apportant des services réactifs et responsables.
- Les systèmes nationaux d'élaboration et de suivi des politiques devraient appuyer les processus de mise en œuvre au niveau du district et s'appuyer sur les expériences à ce niveau pour réduire les écarts importants entre les politiques et les pratiques.
- La réalisation de l'accès à l'échelle du district ou de la ville nécessite une planification, y compris des plans d'investissement complets. Nous aiderons les agences de district et de ville à coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de ces plans. Les agents externes doivent respecter la primauté du gouvernement local dans la planification des districts et des villes.
- Les modèles de prestation de services à l'échelle des districts et des villes devraient ultimement influencer les politiques, programmes, finances, systèmes et pratiques aux niveaux national et mondial. Nous nous engageons à documenter nos efforts et à tirer leçon du travail au niveau local, afin de diffuser nos meilleures pratiques aux niveaux supérieurs par le biais de mécanismes d'apprentissage.
- Toutes les agences WASH devraient viser à renforcer les systèmes de surveillance locaux et nationaux et à utiliser ces systèmes pour leur propre surveillance lorsqu'ils sont disponibles et s'ils sont suffisamment robustes.
- L'autonomisation et l'engagement de la communauté sont des éléments fondamentaux dans le but de garantir le droit de tous aux services WASH. Nous nous engageons à soutenir cette approche et à aider les gouvernements et les fournisseurs de services à mettre en place et à soutenir des mécanismes permettant de les tenir responsables.

2.3 AU NIVEAU DU DISTRICT

- Le succès signifie que chaque ménage et chaque institution publique (écoles et cliniques, par exemple) ont un accès à de l'eau et des services d'assainissement durables. Bien que difficile à réaliser, ceci est mesurable et constitue la pierre angulaire de nos efforts, en mettant l'accent sur le fait que personne ne soit laissé pour compte.
- Notre réussite aux niveaux du district et de la ville nécessite de nouvelles alliances et des relations de travail entre le gouvernement local, les communautés locales et le secteur privé local, sous la direction des gouvernements. Les agences externes devraient travailler avec tous ces acteurs pour assurer la réussite. Nous nous engageons à appliquer ceci dans notre travail.
- L'objectif souhaité est que chacun ait un accès garanti à un débit d'eau et des services d'assainissement et d'hygiène durables de manière permanente. Pour ce faire, différents dispositifs de gestion peuvent être mis en place: public, privé, communautaire, séparément ou jumelés.

3. FEUILLE DE ROUTE POUR UN ACCÈS UNIVERSEL À DES SERVICES DURABLES AU NIVEAU DU DISTRICT

3.1 CONCEPTUALISER LA FEUILLE DE ROUTE

Agenda for Change présente cette feuille de route dans le but qu'elle serve de guide pour l'application des principes décrits ci-dessus à travers un processus séquentiel de construction de systèmes. La feuille de route part du principe que pour mettre en place un accès universel aux services WASH, tous les éléments de base constituant un système WASH robuste doivent être en place.

Bien que la feuille de route ne soit pas prescriptive, les éléments constitutifs suivent une séquence logique, car certains ne peuvent rester solides que si d'autres sont en place, dans une certaine mesure.

Cependant, contrairement aux briques physiques, nos blocs de construction ne sont pas des objets inertes, mais des processus vivants. La mise en place de ces éléments constitutifs n'est pas une activité unique qui peut être «complétée», mais un processus progressif et itératif d'appui et d'évolution des aspects du secteur.

Le processus de création de systèmes suit les étapes habituelles d'un cycle de programme de visualisation, d'évaluation, de planification, de mise en œuvre et de surveillance. Ce processus pose les bases du système et établit des blocs de construction à un premier niveau. Au fil du temps, ces blocs de construction sont progressivement renforcés et étendus au fur et à mesure que le processus est répété. Tel que présenté dans la Figure 2, la feuille de route comprend les étapes suivantes:

1. **Introduire le concept de renforcement des systèmes WASH et l'approche à l'échelle du district en capturant la vision des parties prenantes** et en recherchant un consensus sur la manière de parvenir à un accès universel durable.
2. Évaluer la capacité des **institutions** concernées (l'autorité de service, les organismes de planification et, par exemple, les autorités de surveillance) et entreprendre des activités de renforcement des institutions afin d'assurer une base solide au progrès dirigé par le gouvernement.
3. Une **évaluation** de l'état actuel des services WASH est entreprise dans le district, identifiant les niveaux de service, l'infrastructure existante et requise, les besoins et les lacunes en matière de financement, ainsi que d'autres informations nécessaires pour comprendre les opportunités et les obstacles.
4. L'évaluation fournit une base de données solide à la **planification** et une base de référence pour la surveillance ultérieure. Au cours de cette étape, les données d'évaluation sont analysées et validées, puis un plan WASH de district et une stratégie de financement sont élaborés pour tracer la voie vers un accès universel et durable à WASH.
5. La phase de **mise en œuvre** implique un effort de collaboration harmonisé (gouvernement, ONG, secteur privé), avec assistance technique si nécessaire, ainsi que des examens, des apprentissages et des **mécanismes de suivi et de responsabilisation réguliers**.

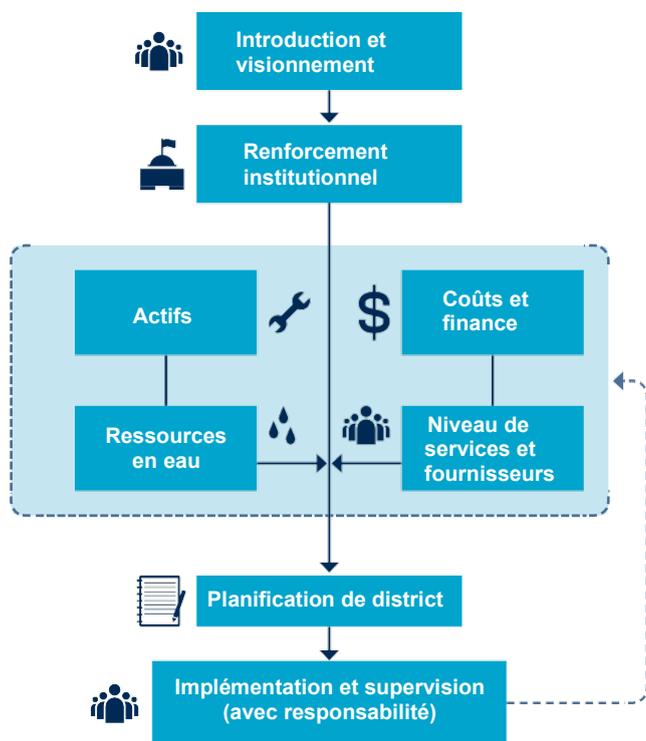


Figure 2: Aperçu du processus de la feuille de route

Une série d'outils soutient certaines étapes de ce processus. Certains sont génériques, tandis que d'autres ont été développés dans des pays spécifiques où les partenaires de Agenda for Change ont travaillé. Un large éventail d'outils est disponible dans le secteur, en plus de ceux mentionnés dans ce document. Des outils efficaces déjà utilisés dans le secteur WASH d'un pays doivent être réutilisés autant que possible, notamment pour garantir que les données de suivi collectées au niveau du district alimentent les systèmes de suivi nationaux. Il est plus important de suivre les principes et les étapes de la feuille de route que d'être guidé par l'utilisation d'un ensemble d'outils particulier.



3.2 INTRODUCTION ET VISUALISATION

Objectifs

- Introduire et développer une compréhension et un engagement envers les principes et concepts du renforcement des systèmes et de la réalisation d'un accès universel et durable aux services WASH à l'échelle du district.
- Développer une vision commune des services WASH pour le district et développer une feuille de route contextualisée sur la stratégie appropriée pour rencontrer nos objectifs.

Extrants

Une feuille de route initiale pour établir des services universels et durables WASH au niveau du district (au moins jusqu'à la phase de planification),

Méthode et outils

Une combinaison de réunions et d'ateliers. Vous trouverez des exemples d'outils de visualisation dans la directive EMPOWERS. <https://www.ircwash.org/tools/empowers-approach-water-governance-guidelinesmethods-and-tools>

Contextualiser la feuille de route

Étant donné que chaque secteur et chaque district WASH est unique, une compréhension claire du contexte concerné est nécessaire afin d'adapter l'introduction de la feuille de route et les étapes proposées. Cela nécessite une compréhension de la politique, de la stratégie et des objectifs du secteur, des mandats institutionnels aux niveaux national et des districts, des autres initiatives de création de systèmes et des processus gouvernementaux de planification existants. Bien que les organisations qui soutiennent l'approche à l'échelle du district puissent avoir quelques connaissances de base, il convient de vérifier que tout le monde est sur la même page et que les conditions minimales pour poursuivre le processus sont en place. Des études peuvent être entreprises en vue de préparer ce processus, notamment une analyse sectorielle de l'économie politique.

La participation du gouvernement à la feuille de route est crucial, de même que l'engagement des autorités de district à s'engager dans une démarche de renforcement du système, ainsi que de développer et de mettre en œuvre une feuille de route pour un accès WASH universel. Tous les districts ne seront pas prêts à s'engager.

Développer la compréhension de la feuille de route des parties prenantes

Les approches de renforcement des systèmes sont relativement nouvelles dans de nombreux contextes et le succès dépend du consensus et de l'engagement des parties prenantes. Introduire et expliquer le concept et les principes

de Agenda for Change et leur application au niveau des districts est une étape cruciale pour intéresser et aligner les parties prenantes. Des ateliers au niveau du district, et possiblement aux niveaux régional et national, sont requis.

Visualisation et processus de concertation

La visualisation aide les parties prenantes à aller au-delà de la résolution quotidienne des problèmes à définir un état futur commun pour le district en approvisionnement de services WASH. Les parties prenantes sont sensibilisées aux objectifs nationaux WASH et aux engagements connexes et elles sont informées sur la manière dont ces engagements doivent être appliqués au niveau local. Ceci est important car les parties prenantes du district ne sont pas nécessairement informés au sujet des engagements mondiaux ou nationaux. La recherche de consensus peut inclure l'utilisation de toutes les données disponibles pour effectuer un «évaluation de la réalité» sur le statut actuel de WASH. Un processus de réflexion favorise le dialogue entre les parties prenantes afin d'identifier la direction dans laquelle le district doit se diriger⁷. Des visites d'échange dans des districts ou des pays où l'approche à l'échelle du district a été appliquée avec succès peuvent susciter de l'intérêt et de l'engagement. Les parties prenantes (y compris les politiciens) sont souvent facilement convaincues de la nécessité d'un «impact universel»; le concept de «durable» doit également être fortement souligné pour parvenir à un accord et à un engagement. Atteindre un consensus sur le fait que la durabilité est encore plus difficile à atteindre que la provision des services est également un moment important dans l'engagement du district.

Consensus sur un plan d'action

Les parties prenantes élaborent un plan d'action initial pour les premières étapes de la feuille de route, en mettant l'accent sur le renforcement institutionnel, l'évaluation et la planification. Ce processus nécessite un support dirigé par l'autorité du district. Le plan comprendra un calendrier et identifiera et nommera les organisations responsables et les personnes contact.

Les principaux acteurs soutenant le district WASH doivent s'engager formellement. Un résultat clé est l'approbation et l'engagement d'appliquer les principes des districts et des autorités compétentes au niveau du district. Les partenaires de développement peuvent s'engager à ce stade. Des mémorandums d'ententes peuvent être signés entre les organisations clés.

⁷ Basé sur les objectifs du gouvernement pour WASH au cours d'une certaine période. Une période intermédiaire plus courte (par exemple 5 ans) peut potentiellement constituer la phase initiale du plan de mise en œuvre.



3.3 RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Objectif

S'assurer que les parties prenantes qui dirigent le processus (par exemple, les autorités au niveau du district) sont bien établies et ont la capacité requise pour compléter les étapes suivantes. Ceci inclut les structures et les postes du personnel qui peuvent être développés davantage au cours de la phase d'implémentation.

Extrants

- Structures institutionnelles essentielles établies ou renforcées, en particulier au niveau des autorités de service.
- Lacunes dans la dotation en personnel adressées ; les parties prenantes familiarisées avec leurs mandats et leurs rôles; personnes focales identifiées pour l'approche à l'échelle du district⁸; les systèmes nationaux sont en place au niveau du district.

Méthode et outils

Évaluation rapide du statut et des performances de l'autorité de service, de la société civile et des autres entités gouvernementales du district utilisant un outil/une liste de contrôle structurée.

Assurer la fourniture de services WASH est une responsabilité fondamentale du gouvernement. C'est pourquoi les organismes gouvernementaux doivent jouer un rôle de dirigeant dans les processus de Agenda for Change. Ce serait un défi supplémentaire si l'autorité de service et les autres institutions concernées manquaient de capacités de base. Au cours de cette étape, les institutions seront renforcées, de sorte que tout au long du processus une direction claire est fixée. Comme WASH joint souvent plusieurs fonctions gouvernementales (eau, santé, éducation, etc.), le rôle d'autorité de service peut être assumé par plusieurs institutions au niveau du district, par exemple l'autorité du district et les fonctions des ministères techniques décentralisés.

Évaluation institutionnelle rapide

Une analyse des fonctions et structures institutionnelles établies sur le terrain est nécessaire, afin d'assurer qu'elles soient alignées avec la politique nationale et les organigrammes institutionnels. Celles-ci ne sont souvent pas complètement établies ou manquent de capacité. Une évaluation rapide structurée et participative utilisant une liste de contrôle adaptée au contexte politique et institutionnel national mettra en évidence leurs lacunes à

l'égard d'institutions, de dotation et de capacité de base.

Les évaluations varient, mais peuvent inclure les éléments suivants:

- La présence de postes clés de personnel (techniques, de planification et d'administration liés à WASH) - au sein de l'autorité de service, y compris le personnel ou les structures de l'autorité de district et des ministères techniques décentralisés au niveau du district et des structures régionales qui soutiennent le district;
La présence de structures clés telles qu'un «bureau WASH», une plateforme de coordination WASH, des plateformes clés de la société civile, des plateformes de suivi et de responsabilité, des associations de prestataires de services WASH, etc.
Fonctionnalité opérationnelle de ces structures et
- leur capacité de base à remplir leurs fonctions. Sont-elles claires sur leurs mandats et les fonctions qu'elles sont censées exercer conformément à la politique du secteur?
- La présence et l'utilisation de documents clés au niveau de l'autorité de service, tels qu'un plan WASH de district, des règlements de district relatifs à WASH, etc.
- La mesure dans laquelle les systèmes nationaux, tels que la surveillance, les processus administratifs et de suivi, sont en place au niveau national, et la mesure dans laquelle les parties prenantes connaissent et adhèrent aux normes nationales, telles que les normes de technologie et de construction, les directives de mise en œuvre, etc.

Les résultats peuvent inclure des fiches de rendement soulignant les problèmes clés à traiter, susciter l'engagement des parties prenantes (par exemple, pourvoir les postes vacants) et orienter le renforcement des capacités. La figure 3 montre un exemple d'exercice de recensement réalisé par le Honduras notant la capacité de trois municipalités.

Il est également important de comprendre les priorités, les capacités et les facteurs du secteur au sens large et au niveau du district qui peuvent supporter ou entraver les efforts visant à apporter des améliorations.

Municipalité	Institutions			Politique et fonctions de planification		Suivi	Assistance technique	Résultat performance
	COMAS	USCL	AJAM	Politique WASH	Plan WASH			
Municipalité A	1	1	1	1	0	0.75	-	0.79
Municipalité B	0.75	0.75	0.75	0	0	1	0.25	0.50
Municipalité C	0.5	0.75	0.5	1	1	0.75	0	0.64

Figure 3: Un exemple de notation d'une liste de contrôle d'une évaluation institutionnelle au Honduras.

⁸ L'approche à l'échelle du district implique un engagement à long terme. Il est important au début du processus d'obtenir l'engagement des donateurs pendant une période prolongée pour suivre le processus et soutenir le district à moyen terme.

Dans le tableau de la page précédente, une note de 1 indique que l'institution ou la fonction travaille à la capacité attendue. Un score de zéro signifie que l'institution ou la fonction sont totalement absents. D'autres scores indiquent une capacité relative entre ces extrêmes.

(Ré)Établissement et renforcement des institutions

Les résultats de l'évaluation rapide doivent être discutés avec le district et tous les homologues provinciaux et nationaux concernés. Un engagement devrait être établi dans le but de combler les lacunes et les faiblesses en établissant et en remplissant les fonctions/postes clés conformément aux directives nationales. Cela conduit à l'élaboration d'un plan par étapes pour le renforcement des capacités.

Des «victoires rapides» à court terme, en particulier celles requises aux étapes d'évaluation et de planification, devraient être entreprises en priorité. Les changements à moyen et long terme pourraient être suspendus à ce stade, pour être inclus dans le plan global WASH du district à un stade ultérieur.

Le cas échéant, la formation devrait nous apporter à utiliser le support des fonctions des gouvernements provinciaux ou nationaux. Lorsque le programme pour le changement est introduit simultanément dans plusieurs districts, une évaluation des capacités et un support additionnel peuvent être nécessaires au niveau provincial ou national. Au Rwanda, un consultant a été détaché auprès du secrétariat du ministère responsable pour aider à court terme à la coordination et au renforcement du secrétariat national. Des détachements peuvent également être faits pour fournir une assistance technique aux autorités de district. Il faut veiller à ce que cet appui renforce le contrôle et la capacité des autorités plutôt que de les remplacer.

Le résultat le plus important de cette étape est que les principales parties prenantes en place au niveau du district comprennent leurs mandats et leurs fonctions et ont une certaine capacité à les assumer, même si cela reste limité à ce stade. Des personnes focales sont à présent été désignées pour entreprendre les phases suivantes d'évaluation et de planification.



3.4 ÉVALUATION

Objectif

Établir une base de preuves rigoureuse pour la planification et une base de référence par rapport à laquelle l'implémentation du plan sera suivie.

Extrants

- Un inventaire des actifs d'infrastructure existants et une compréhension claire de l'investissement en capital et des travaux d'infrastructure nécessaires à la réalisation de l'accès universel
- Une compréhension initiale claire des différents coûts du cycle de vie des services existants et futurs, afin de réaliser l'accès universel et de garantir leur durabilité
- Une base de référence complète des niveaux de service WASH, des fournisseurs de services, de la capacité des parties prenantes et des ressources en eau.

Une base de données suffisante pour éclairer le processus décisionnel sur des questions telles que les options technologiques, les modèles de prestation de services et les approches de changement de comportement.

Pour atteindre l'accès universel au niveau des districts, il est nécessaire d'établir un plan clair sur la manière de mettre en place et de maintenir cet accès, basé sur une évaluation complète et robuste. Des informations sont nécessaires pour le processus de planification au niveau du district concernant divers aspects de la prestation de services, notamment les niveaux de service, les infrastructures, les ressources en eau et les arrangements financiers et institutionnels. Des études supplémentaires peuvent être entreprises en fonction de la compréhension des parties prenantes, des besoins et problèmes du district et de la base de données existante. Une variété d'outils est disponible.

La quantité et la complexité des informations requises peuvent rendre l'évaluation difficile. Il est important de montrer aux parties prenantes le produit final issu d'autres contextes, de quelle façon mettre en commun les sources d'informations et comment utiliser les données, avant de s'engager dans les outils individuels. Les parties prenantes devraient pouvoir voir la ligne d'arrivée avant de se lancer sur la route pour s'y rendre.

Ce document contient des exemples d'outils et d'enquêtes, mais il convient, dans la mesure du possible, d'utiliser les outils existants du secteur et du pays afin d'assurer la cohérence des données avec les cadres de surveillance nationaux⁹ et d'informer directement les bases de données nationales de surveillance là où elles existent. S'il n'y a pas d'indicateurs convenus pour le suivi des niveaux de service ou de la couverture, un processus d'harmonisation avec les institutions concernées sera nécessaire pour garantir que tous les acteurs respectent les mêmes normes.

Des agences gouvernementales et les agences de support concernées auront probablement besoin de formations afin de pouvoir mener des enquêtes d'évaluation et utiliser les outils à leur disposition. Il est d'une importance capitale d'utiliser la phase d'évaluation pour s'assurer que les institutions permanentes au niveau du district (et au niveau provincial/national le cas échéant) développent une capacité permanente de collecte, d'analyse et d'utilisation des données pour la prise de décision future.

⁹ Utilisation de définitions sectorielles, de repères, d'indicateurs clés, de questions d'enquête, de normes, etc.

L'agrégation, l'analyse et la validation des données collectées au cours de la phase d'évaluation contribuent à la première étape de la phase de planification.

Le niveau de détail et la portée de l'évaluation dépendra en partie de facteurs contextuels, en partie des ressources financières disponibles et en partie en fonction de l'étendue des données déjà disponibles, ce qui peut réduire la nécessité de collecter des données primaires.

Les ensembles de données continueront d'évoluer pendant les phases de planification et de mise en œuvre.



3.4.1. DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ ET DE L'INVENTAIRE DES ACTIFS

Objectif

Établir un inventaire des ressources en eau et des infrastructures d'assainissement publiques, le statut de composants majeurs individuels et de communautés qui restent sans service et d'assister dans la planification et l'estimation du travail d'infrastructure (dépenses d'investissement et dépenses d'investissement liées à l'entretien).

Méthode et outils

- Une enquête technique de terrain évaluant les systèmes d'approvisionnement en eau existants à l'aide du formulaire d'enquête du registre des actifs (www.ircwash.org/tools/irc-costing-and-budgeting-tools).
- Les données de terrain seront incorporées dans l'outil du registre des actifs pour être analysés et informer une prise de décision ultérieure. (www.ircwash.org/tools/irc-costingand-budgeting-tools).

Lorsqu'une évaluation complète des actifs n'est pas réaliste ou nécessaire, des données secondaires, telles que les données d'inventaire existantes de la cartographie des points d'eau peuvent être utilisées.

Dans de nombreux districts et pays, les autorités de service manquent d'informations de base sur le nombre, les types et l'état de fonctionnement des systèmes d'approvisionnement en eau¹⁰ de leur région, ce qui compromet sérieusement leur capacité à planifier et budgétiser les dépenses liées aux travaux d'entretien et de remplacement nécessaires afin d'assurer la provision constante des services. Sans ces données, les autorités de service fournissent un support réactif et cas-par-cas aux fournisseurs de services, plutôt que planifié et stratégique.

Un registre doit être développé basé sur un inventaire de tous les systèmes d'approvisionnement en eau du district en utilisant soit des enquêtes structurées ou des listes de contrôle, ou des ensembles de données d'inventaire de points d'eau existants. Cela aidera également à chiffrer les investissements en infrastructure.

Une approche pragmatique et progressive peut être adoptée. L'objectif principal de l'élaboration d'un registre des actifs est

de bien comprendre les investissements nécessaires pour réhabiliter et construire des systèmes d'approvisionnement en eau offrant un accès universel. Ceci est pris en compte dans la phase de planification. Le registre des actifs est un outil en évolution constante, mis à jour régulièrement et utilisé par les autorités de service pour la planification, la budgétisation et la gestion continue des actifs WASH.

Si les ressources le permettent, une évaluation technique de tous les systèmes du district devrait également être réalisée et intégrée dans l'outil d'analyse du registre des actifs. Si les ressources ne permettent pas une enquête complète ou si les données secondaires existantes sont adéquates, il peut être possible d'utiliser les données de cartographie des points d'eau pendant l'évaluation et de les développer davantage pendant la phase d'implémentation.

Le choix des méthodes d'élaboration du registre des actifs dépendra de la nature des systèmes d'approvisionnement en eau du district et de leur hétérogénéité. Par exemple, lorsque les systèmes d'alimentation en eau dans le district se ressemblent (des points de sources avec les mêmes dispositifs de levage hydrauliques), il peut être pragmatique d'utiliser les données cartographiques des points d'eau et/ou échantillonnage plutôt qu'une enquête complète. Lorsqu'il existe une grande hétérogénéité des systèmes d'approvisionnement en eau dans le district, ou que les réseaux d'alimentation en eau canalisée (qui varient considérablement d'un système à l'autre) prédominent, une évaluation technique complète peut s'avérer nécessaire. Le texte suivant décrit le processus et les outils pour un inventaire complet des actifs dans une communauté. L'évaluation recueille des informations de base sur la taille de la communauté (indicateur de la demande), le pourcentage de la communauté desservie et non desservie, le rendement des sources, la qualité de l'eau et les coordonnées GPS des infrastructures. Il répertorie et évalue le type, l'âge et l'état actuel des différentes composantes physiques de chaque installation et identifie la fréquence et les causes communes des pannes. Les données peuvent être entrées manuellement dans une base de données ou collectées sur un système Web mobile (tel que mWater, AKVO Flow), puis extraites dans une base de données ou un tableur pour être analysées. Idéalement, toutes les communautés, y compris celles qui ne sont pas encore desservies, seront incluses dans une telle base de données, afin d'aider à identifier les priorités ultérieures.

Il est essentiel que l'évaluation inclue des données spatiales (par exemple, les coordonnées GPS), afin que des cartes de tous les systèmes du district puissent être générées. Les bases de données du registre des actifs et de la communauté forment non seulement une référence de base sur la couverture, la fonctionnalité et le statut de l'infrastructure ; mais aussi un outil pour le district servant à suivre ses nouveaux actifs.

¹⁰ Dans ce contexte, "systèmes" désigne l'infrastructure physique nécessaire à l'approvisionnement en eau, telle que pompes à main, systèmes d'alimentation en eau courante, collecte des eaux de pluie, sources protégées, etc.

Lorsque les pays disposent déjà d'une cartographie des stocks et de données de base sur les actifs, la conception de l'enquête et de l'outil d'analyse doit les utiliser ou au moins assurer la cohérence de leurs efforts.

Une fois l'ensemble de données consolidé, une analyse peut être effectuée. Des exemples de feuilles de calcul sont fournis [ici](#). Les outils analytiques incluent la capacité à entrer des standards et des normes du secteur, tels que l'espérance de vie moyenne pour des composants spécifiques du système, des standards pour la quantité et la qualité de l'eau et le nombre d'utilisateurs par point d'eau. En fonction du niveau de détail et de l'entrée des normes et standards, les outils génèrent automatiquement des données sur le nombre d'installations fonctionnelles/non fonctionnelles, les niveaux de service fournis et le nombre de personnes prises en charge et non desservies. De plus, les données mettent en évidence non seulement les installations, mais les composants individuels au sein de celles-ci qui ont besoin de réparation ou de remplacement. Les outils d'analyse des actifs peuvent hiérarchiser les risques pour les systèmes et servir de guide pour la priorisation d'efforts relatifs au capital et le maintien du capital. L'outil peut identifier les besoins actuels en matière d'entretien et de remplacement et prévoir ce qui sera nécessaire dans les années à venir.



Figure 4: Exemple d'une carte SIG de points d'eau par AKVO Flow. Source: sustainableWASHalliance.org

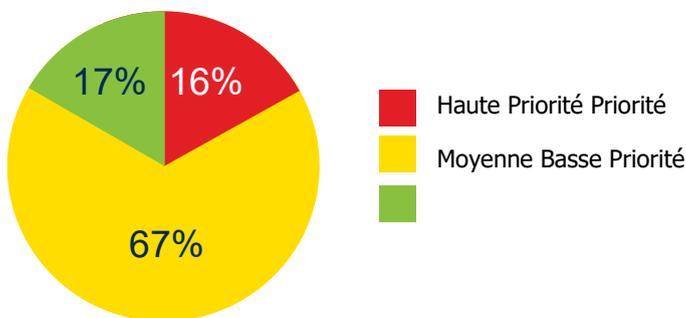


Figure 5: Exemple de graphiques générés par l'Outil d'Analyse d'Actifs (exemple du Rwanda)

Les données collectées à ce stade serviront à déterminer les coûts d'investissement pour l'infrastructure et seront idéalement mises à jour et évoluées tout au long du processus de mise en œuvre. Cela montre la priorité pour la réparation des actifs existants.



3.4.2. COMPRENDRE LES COÛTS ET LES DÉPENSES

Objectif

Comprendre et quantifier les coûts du cycle de vie complet de la provision et du maintien des services WASH dans le district et identifier les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre du plan.

Méthode et outils

Entretiens avec les autorités locales et revue des dépenses des autorités locales. Entretiens avec les prestataires de services et analyse financière des prestataires de services. Analyse des registres d'actifs et des coûts unitaires moyens (y compris potentiellement les coûts de conception technique) afin de comprendre les coûts d'infrastructure. Consolidation des données, analyse et validation des parties prenantes. Divers outils sont présentés dans le tableau ci-dessous.

L'accent mis par le secteur sur l'accès a toujours été axé sur les investissements dans la construction et la réhabilitation des infrastructures (investissements), un exercice unique. Cependant, un accès universel durable ne sera jamais atteint sans tenir compte des coûts récurrents actuels et futurs tels que les opérations et l'entretien mineur (OE), les réparations, les remplacements et les extensions, ainsi que les coûts de surveillance et de soutien des prestataires de services. Les districts se retrouvent sur un tapis roulant sans fin où, lorsqu'un nouveau bâtiment est construit, un autre dans le district devient non fonctionnel. Financer des investissements sans prendre en charge les coûts récurrents équivaut à verser des fonds dans un compartiment qui fuit. Les coûts du cycle de vie d'un service WASH sont résumés dans le tableau ci-dessous, ainsi que des divers outils utilisés par Agenda for Change dans sa collecte de données sur les composants des coûts.

Pour qu'un service WASH soit durable, les coûts de chaque composant du cycle de vie du service doit être couvert. Le financement à cet effet provient généralement d'une combinaison des «3 T»: paiements de droits de douane (**tarifs**) et d'investissements des utilisateurs, **taxes** (provenant de gouvernements locaux ou via des transferts intergouvernementaux), ou de transferts d'assistance (sous forme de subventions directes ou de prêts concessionnels). Pour les installations domestiques telles que les toilettes et les systèmes d'alimentation en eau domestiques, les investissements des ménages (avec ou sans prêt) constituent une autre source de financement essentiel.

Composant coût du cycle de vie	Description du coût (simplifiée)	Outil utilisé dans A4C
Coût d'investissement (Inv)	Investissement initial en construction et activités ponctuelles reliée aux activités de logiciels.	Registre des actifs chiffrés / (https://www.ircwash.org/tools/irc-costing-and-budgeting-tools) /enquête d'ingénierie/outil d'investissement historique (https://www.ircwash.org/tools/tools-costing-everyone-forever-bolivia)
Coût entretien majeur (CEMaj)	Dépenses pour des travaux plus importants d'entretien, de réparation ou de remplacement qui ne sont pas des tâches courantes.	Registre des actifs chiffrés/enquête d'ingénierie/outil d'investissement historique
Coûts des opérations et d'entretien mineur (CMin)	Coûts récurrents d'exploitation du système, tels que le carburant, le personnel, les produits chimiques et les coûts d'entretien courants - normalement supportés par les prestataires de services (ou les ménages, dans le cas d'installations domestiques)	À quel coût ou outils d'analyse des flux de fonds - https://www.ircwash.org/tools/irc-costing-and-budgeting-tools
Coût support direct (CSD)	Les coûts supportés par l'autorité de service (par exemple, le district) pour la planification, la coordination, le suivi et la mobilisation et le soutien technique aux prestataires de services.	Outils d'évaluation des capacités de district ou de coûts de soutien direct (https://www.ircwash.org/tools/irc-costing-and-budgeting-tools)
Coût du capital (CdC)	Le coût d'accès au financement pour la construction du système - par ex. taux d'intérêt sur les prêts, en particulier en ce qui concerne les investissements publics (plutôt que les investissements de ménages)	Outils de chiffrage et de budgétisation (https://www.ircwash.org/tools/irc-costing-and-budgeting-tools)
Coût support indirect (CSI)	Coûts du secteur généralement au niveau national, tels que les coûts de politique, de planification et de coordination sectorielles et de renforcement des capacités	Non capturé dans l'approche directe et à grande échelle

Tel qu'indiqué dans le tableau, différents outils sont utilisés pour déterminer les composantes individuelles du cycle de vie, puis ces données sont agrégées dans un outil global (tel que l'outil de chiffrage et de budgétisation présenté dans le tableau). Ceci fournit un aperçu des dépenses courantes et des dépenses nécessaires annuellement pour obtenir et maintenir un accès universel aux services WASH dans le district. Les extrants vont au-delà d'une «liste d'achats» de nouveaux besoins d'investissement et identifient clairement les besoins budgétaires pour le maintien de services indéfiniment. Il convient de noter que cette étape est axée sur les services fournis aux communautés, principalement sur les services d'approvisionnement en eau et, dans une moindre mesure, sur les services d'assainissement. Lorsqu'on envisage l'assainissement domestique ou l'«auto-approvisionnement» en approvisionnement privé en eau, les investissements directs des ménages devraient également être pris en compte. Tel qu'expliqué plus loin dans la section consacrée à la phase de planification, il est important de comprendre de quelle façon les coûts des systèmes et des services de district s'intègrent dans le contexte du financement sectoriel.

Calcul des coûts du capital et d'entretien

Le registre des communautés et des actifs (voir ci-dessus) identifie les communautés dépourvues d'installations d'approvisionnement en eau (nécessitant par conséquent des investissements), les communautés partiellement desservies (nécessitant des dépenses en capital pour l'extension du service) et les communautés disposant de systèmes nécessitant des réparations ou des travaux de réhabilitation majeurs (nécessitant des dépenses en capital). Il existe différentes options pour estimer les coûts du capital et les coûts de réparations et de travaux d'entretien.

- Entreprendre une évaluation et une conception technique complètes de tous les systèmes et de toutes les communautés du district, afin d'en déduire des besoins d'investissement. Cela peut être nécessaire lorsque les systèmes sont mixtes (tels que les systèmes avec canalisation) et optionnel lorsque les installations sont principalement des pompes à main.
- Basé sur des informations du registre des actifs, utiliser les coûts unitaires historiques et moyens dans le secteur pour estimer les dépenses en capital et en entretien. Il peut s'agir des coûts unitaires de divers composants communs, des coûts moyens par habitant ou d'autres paramètres jugés fiables pour l'estimation du coût.¹¹

¹¹ La base de calcul variera selon la technologie et le contexte. Au Rwanda, par exemple, les coûts unitaires par kilomètre étaient plus précis que les moyennes par habitant pour les systèmes avec canalisation.

L'usage d'un registre d'actifs qui inclut la durée de vie des composants du système permet de projeter les coûts futurs d'entretien du capital (lorsque les composants doivent être remplacés), ainsi que de calculer les coûts initiaux du capital et des dépenses de maintenance. Cela permet une plus grande précision dans les prévisions de dépenses à long terme du plan financier. Dans certains contextes, il peut être pertinent d'inclure des calculs de coûts pour des niveaux de service croissants, tels que l'approvisionnement en eau sur site et pour répondre aux besoins de populations croissantes. Il convient également de noter que le coût unitaire de prestation de services augmentera presque certainement avec l'augmentation de la couverture. Établir un accès universel signifie atteindre tous les ménages et toutes les communautés, incluant ceux qui sont plus éloignés et qui représentent des coûts plus élevés.

Calcul des coûts des opérations et d'entretiens mineurs

Pour aider au calcul des niveaux de tarif adéquats dans les communautés, des réunions devraient être organisées avec les fournisseurs de services et les membres de la communauté afin de comprendre les coûts d'opération du service, aujourd'hui et dans le futur, et de quelle manière ces coûts sont et seront couverts par les tarifs et autres sources de revenus. Les directives ou protocoles des pays pour la détermination des tarifs doivent être utilisés le cas échéant. Sinon, l'outil d'analyse des flux de trésorerie (<https://www.ircwash.org/tools/irc-costing-and-budgeting-tools>) peut être utilisé pour la saisie et l'analyse de données. Il conviendrait de collecter des informations sur la demande en eau de la communauté, ainsi que des données sur les composants de coûts d'infrastructure (en fonction de l'âge et de la durée de vie théorique), des dépenses d'opération et d'entretien mineur et des revenus. Les données peuvent aider à projeter les besoins et les coûts du système. Les revenus et les dépenses prévus peuvent être comparés sur une période spécifique (10-15 ans) en effectuant une analyse et une projection des flux de trésorerie.

Il faut préciser l'acteur responsable de la couverture des divers coûts du cycle de vie. Par exemple, les utilisateurs par le biais des tarifs et les autorités de service par le biais de transferts. Il y a souvent une incertitude quant à la responsabilité concernant les gros travaux d'entretien et la frontière entre les coûts d'opération et d'entretien mineur et ceux d'entretien majeur. L'obtention de meilleures données sur les projections de flux de trésorerie stimulera les discussions sur la concordance des revenus actuels et la nécessité de modifier les tarifs si nécessaires.

Lorsque les tarifs sont prescrits par la réglementation ou sur la base des directives tarifaires sectorielles, la discussion portera sur la manière de combler les déficits de financement.

Un examen des coûts d'opération et d'entretien et du financement des utilisateurs peut être effectué sur un petit échantillon de systèmes¹², afin d'obtenir des chiffres considérés comme représentatifs de modèles de prestation de services similaires. Ces chiffres alimentent l'analyse de financement consolidée décrite ci-dessous.

Les données collectées lors de cette première analyse devraient être progressivement mises à jour au cours de la période d'implémentation, au fur et à mesure que de nouvelles expériences pratiques et que de meilleures informations sur les coûts deviennent disponibles.

Calcul des coûts de support direct

Les services WASH et ceux qui les fournissent (comités de gestion WASH, opérateurs municipaux ou privés, etc.) nécessitent un soutien, une surveillance et une réglementation d'organisations mandatées, telles que les autorités de district.

Les autorités encourrent des coûts pour ces activités et dans leurs efforts à l'égard de la coordination, la planification et la gestion des services WASH au niveau du district. Nous appelons cela les coûts de support direct. Ils comprennent les coûts de la mobilisation et de la sensibilisation de la communauté pour stimuler la demande et garantir les investissements des ménages, y compris, par exemple, l'assainissement total piloté par la communauté (CTLS) et le soutien aux processus de type auto-approvisionnement. Les coûts de support direct sont généralement financés par des transferts du gouvernement central et/ou des taxes locales, mais les fonds sont souvent insuffisants, ce qui limite la capacité des autorités de s'acquitter de leurs fonctions.

Les coûts d'appui aux districts doivent être calculés et comparés aux dépenses actuelles et anticipées. Une bonne compréhension du mandat de l'autorité de service et des normes ou repères au niveau sectoriel est nécessaire. Le coût par habitant pour la provision du soutien aux communautés peut augmenter avec la couverture, à mesure que les autorités s'engagent dans des zones plus isolées et qui nécessitent des efforts de mobilisation supplémentaires.

L'outil coûts de support direct est utilisé pour calculer les coûts suite à une discussion et une évaluation des dépenses avec les autorités locales.

Consolidation des données financières

Les flux de données financières des différentes composantes du coût du cycle de vie doivent être consolidés et analysés de manière croisée. Ce processus et les outils pouvant être utilisés à cette fin sont présentés à la section 3.5.



3.4.3. ÉVALUATION DES NIVEAUX DE SERVICE ET DES FOURNISSEURS DE SERVICE

Objectif

Pour établir une compréhension claire de la situation actuelle en ce qui concerne l'accès aux services WASH; le niveau de service fourni; connaissances et comportements en matière d'hygiène et capacité des prestataires de services, informer les interventions subséquentes et établir une base de référence pour suivre les progrès.

¹² La taille de l'échantillon n'a pas besoin d'être statistiquement significative, mais devrait viser à saisir la diversité des options technologiques (et des types de pompage / carburant le cas échéant) et des modèles de gestion en vigueur dans le district, en plus des autres facteurs d'influence potentiels système, différences majeures de volonté / capacité de payer, etc.)

Méthode et outils

- Enquêtes sur le terrain, y compris des enquêtes auprès des ménages, des statut WASH des institutions et des fournisseurs de services, éventuellement au moyen d'un logiciel Web mobile.

Là où elles existent, les données d'enquêtes nationales peuvent être utilisées. Un plan à l'échelle du district doit avoir une base de référence par rapport à laquelle la mise en œuvre est contrôlée et repose sur une cartographie claire des besoins. Cette étape complète le registre des actifs en évaluant le niveau de services fournis aux ménages et aux institutions, ainsi que la performance du fournisseur de services. En fonction des ressources disponibles pour la phase d'évaluation et de l'exhaustivité des données d'enquêtes sectorielles existantes, cette étape suivrait la collecte de données primaires par le biais d'enquêtes, utilisera les données existantes ou combinera les deux.

Les données existantes peuvent inclure des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) ou des enquêtes démographiques et de santé (EDS), des enquêtes WASH précédentes dans le district, etc. Les données primaires peuvent être collectées tel que décrit ci-dessous.

La plupart des pays dans lesquels Agenda for Change travaille ont des systèmes de surveillance nationaux et des points de repère pour mesurer les niveaux de service et les performances des fournisseurs de services, même s'ils ne couvrent pas tous les indicateurs et ne sont pas complètement opérationnels. Tout doit être mis en œuvre pour utiliser et développer ces systèmes de suivi afin que les données collectées alimentent les systèmes nationaux. Il peut également être approprié d'envisager la participation du bureau national des statistiques (ou l'équivalent) dans l'enquête. Comme pour le registre des actifs, les enquêtes peuvent utiliser des applications Web mobiles pour collecter et partager des données, ainsi que des logiciels d'analyse et de présentation. Les enquêtes comprennent:

Enquête auprès des ménages: Des enquêtes statistiquement représentatives vérifient les niveaux de service WASH auxquels les ménages ont actuellement accès. Elles peuvent potentiellement collecter des informations sur les connaissances, les attitudes et les pratiques des membres de la communauté en matière d'assainissement, d'hygiène et de consommation d'eau, et même sur la volonté et la capacité de payer pour les services WASH. Les enquêtes auprès des ménages peuvent être complétées par des aspects tels que l'échantillonnage de la qualité de l'eau au niveau des installations, des transects ou des enquêtes sanitaires, afin de saisir, entre autres, des informations sur l'équité d'accès.

Enquête WASH dans les institutions: échantillon ou enquête exhaustive sur le statut WASH des institutions publiques, telles que les écoles et les cliniques, et éventuellement sur les connaissances et les pratiques du

personnel et des étudiants.

Enquête sur les performances des prestataires de services: L'évaluation de la capacité des prestataires de services, incluant, sans toutefois s'y limiter, les comités WASH et les opérateurs privés, ainsi que le soutien qu'ils reçoivent des autorités de service et la capacité des fournisseurs, des artisans, des entrepreneurs, des leaders naturels, des services d'entretien, des agents de vulgarisation sanitaire, etc., souligne les défis et les opportunités au sein d'un district, et renforce la conception des activités de renforcement des capacités.

3.4.4. ÉVALUATION DES RESSOURCES EN EAU

Objectif

Établir une compréhension claire des ressources en eau dans le district (ressources disponibles, qualité de l'eau, demande et utilisations multiples) pour permettre une planification et une implémentation basées sur des preuves, et pour éventuellement établir une base de référence pour un suivi ultérieur.

Méthode et outils

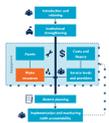
- Selon le contexte, cela nécessite une analyse documentaire approfondie ou des mesures, enquêtes et consultations communautaires spécifiques. Les outils incluent la boîte à outils pour les services d'eau à usages multiples (<https://www.musgroup.net/node/15> / all <https://www.ircwash.org/sites/default/files/Adank-2012-Guidelines.pdf>), [FAO Water Resources Assessment Toolkit \(http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/kagera/Documents/LADA_manuals/part2_f.pdf\)](http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/kagera/Documents/LADA_manuals/part2_f.pdf), [WaterAid Water Security Toolkit \(http://www.wateraid.org/~media/Publications/Post-2015/English-toolkit/11-WASH-water-resources-and-waste-water-management.pdf?la=en\)](http://www.wateraid.org/~media/Publications/Post-2015/English-toolkit/11-WASH-water-resources-and-waste-water-management.pdf?la=en).

La planification et la prise de décision en matière de services d'approvisionnement en eau doivent tenir compte de la quantité et de la qualité de l'eau disponible, de la demande actuelle, de la demande future anticipée, des menaces pesant sur la disponibilité et la qualité de l'eau et sur les tendances. Le niveau de détail et la portée de l'évaluation dépendent principalement de la mesure dans laquelle les ressources en eau sont, ou deviendront, un facteur limitant des services WASH durables et universels. Sans une bonne compréhension de la disponibilité et de la qualité de l'eau au fil du temps, la viabilité du service et les niveaux de service risquent d'être gravement compromis.

Au minimum, cette étape comprend une analyse approfondie de la documentation concernant la situation des ressources en eau dans le district, mettant l'accent sur la qualité de l'eau, la quantité d'eau et la fiabilité / saisonnalité.

Cela peut être fait en examinant les journaux de forage, les cartes hydrogéologiques, les taux de réussite des forages, les données sur les rendements printaniers, les niveaux d'eau statiques et les changements dans le temps, les niveaux de pompage, les données sur la qualité de l'eau, les données saisonnières des systèmes, les demandes importantes en eau (autres que pour la consommation) et l'utilisation des terres, ainsi que les données disponibles sur les projections relatives aux changements climatiques et les menaces potentielles pour les ressources en eau.

Sur le terrain, certains éléments peuvent être intégrés, par exemple: la demande volumétrique d'eau peut faire partie de l'enquête auprès des ménages; des consultations communautaires sur l'utilisation (multiple) de l'eau peuvent être effectuées lors des visites d'évaluation des fournisseurs de services; et des tests de qualité et de niveau d'eau et de rendement de l'eau peuvent être effectués lors de l'enquête sur les infrastructures.



3.4.5. AUTRES ÉTUDES POTENTIELLES AU COURS DE LA PHASE D'ÉVALUATION

Il peut être nécessaire d'entreprendre des études et des évaluations supplémentaires afin d'éclairer la prise de décision et la budgétisation et pour mettre sur place des activités. Le tableau ci-dessous fournit quelques exemples, mais n'est en aucun cas exhaustif. Certaines études et les projets pilotes associés peuvent être inclus en tant que activités dans le plan final et entrepris pendant la phase d'implémentation. Ces autres avenues d'investigation dépendent des difficultés spécifiques et des opportunités du secteur dans le contexte de districts, et sur si les lacunes identifiées durant la phase d'évaluation nécessitent une investigation plus approfondie.

Les investigations dépendent des défis et opportunités spécifiques du secteur et des contextes de district, et de la question de savoir si les problèmes identifiés pendant la phase d'évaluation nécessitent une enquête plus approfondie.



3.5 PHASE DE PLANIFICATION

Objectif de la phase

Basé sur l'analyse des informations recueillies, élaborer un plan stratégique et financier à l'échelle du district en vue de réaliser et de maintenir un accès universel aux services WASH et d'améliorer les comportements en matière d'hygiène.

Extrants

- Un plan à l'échelle du district fondé sur des preuves, échelonné et chiffré, comprenant : les objectifs et les jalons, les activités, un cadre de suivi et de responsabilisation, une projection budgétaire, and une stratégie de mobilisation de ressources.

Dimension	Objectif	Méthode et outils
Technologies	Pour prendre en compte les choix technologiques en fonction des choix les plus appropriés et les plus durables par rapport au contexte.	Entreprandre des études primaires, telles que l'application du cadre d'évaluation de la technologie WASHTech (https://www.ircwash.org/resources/review-frameworks-technology-assessment), et/ou Évaluer les données secondaires (par exemple, examens de secteurs et de programmes et des normes et directives du programme technologiques nationales).
Modèles de prestation de services et approches de changement de comportement	Comprendre l'approche ou le modèle le plus approprié et le plus efficace pour la gestion des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement / des activités de changement de comportement, etc. dans les différents contextes du district, afin d'informer la planification et la conception des activités ultérieures	Cela peut inclure la commande d'études ou l'utilisation d'études et de données existantes dans le secteur. Vérifiez également les normes et directives du secteur à cet égard.
Flux de déchets et dispositifs de gestion	Comprendre et quantifier les flux, les volumes et les aspects financiers des déchets solides et liquides pour éclairer la budgétisation et la planification des services	Cela peut inclure la collecte de données auprès des autorités locales, des prestataires de services et des ménages (ces derniers éventuellement via les enquêtes auprès des ménages), la saisie de données dans des outils tels que le calculateur de flux de déchets fécaux. (https://www.ircwash.org/tools/faecal-waste-flow-calculator)
Équité, participation et analyse de genre	Comprendre et aider à surmonter les obstacles qui empêchent les personnes d'accéder aux services au niveau local.	Cela peut inclure une analyse des obstacles liés au genre ou des évaluations de l'accessibilité et de la sécurité des services WASH ainsi que des niveaux de participation. La boîte à outils de WaterAid sur l'équité, la non-discrimination et l'inclusion (ENDI) rassemble des outils provenant d'un certain nombre de sources afin (http://www.wateraid.org/policy-practice-and-advocacy/equality-and-non-discrimination/resources).

- Le plan appartient au district, qui l'adopte et le met en marche avec un consensus et un engagement envers sa mise en œuvre de la part du gouvernement national et local et des organisations support.

Méthode et outils

- Le processus global d'analyse et de planification devrait être participatif et inclusif, et inclure éventuellement des ateliers, des groupes de travail et des réunions de consultation.
- Les processus gouvernementaux sont susceptibles de guider l'ensemble du processus de planification et le modèle pour le plan lui-même.
- L'autorité du district devrait diriger l'élaboration d'un plan WASH complet qui mobilise des ressources et aligne et harmonise ses efforts avec ceux d'autres organisations opérant dans le district, y compris les programmes financés par le gouvernement central menées par des ONG. Un tel plan devrait être élaboré de manière consultative et non partisane. Dans certains contextes, le "plan WASH" ne sera pas isolé, mais sera une section d'un plan de développement de district plus large. La planification doit tenir compte des objectifs sectoriels et gouvernementaux (nationaux), des plans sectoriels stratégiques existants et être fondée sur une compréhension plus large des processus, modèles et cycles de planification et de budgétisation des administrations locales.
- Le plan WASH fournit la base pour évaluer les progrès du secteur dans le district et sera utilisé par la société civile pour obliger l'autorité de service à rendre des comptes.
- Cette feuille de route présente des étapes génériques pour le processus de planification; Les processus de planification et de budgétisation des secteurs et des gouvernements doivent être suivis dans la mesure du possible.

Consolidation, analyse et validation de la phase d'évaluation

La phase d'évaluation génère des volumes de données et d'informations qui doivent être analysés et utilisés pour la prise de décision et la planification. Le processus d'analyse et d'interprétation fournit une occasion de responsabiliser et de renforcer les capacités des autorités de district (et éventuellement des autorités nationales) et ne devrait donc pas être entrepris principalement par des consultants ou des organisations d'appui, bien que ces derniers puissent offrir des formations et de l'assistance technique aux parties prenantes du district.

Les données doivent être discutées et validées, nécessitant éventuellement un atelier de révision à la fin de la phase d'évaluation ou au début de la phase de planification.

Consolidation des sources de données financières: La figure 6 montre de quelle façon les différents flux de données financières sont consolidés pour produire un résumé global du financement du district.

En utilisant des outils tels que **le tableau de financement du financement durable** ou la fonction de synthèse financière de l'outil **coûts et budgets**, il est possible de saisir

les différentes composantes du coût du cycle de vie, ce qui permet de projeter les finances nécessaires au fil du temps pour permettre un accès universel à tout jamais. L'ajout d'informations sur les dépenses courantes permettra de déterminer le déficit de financement actuel. Les résultats de ce travail seront essentiels pour la planification financière dans la phase de planification.

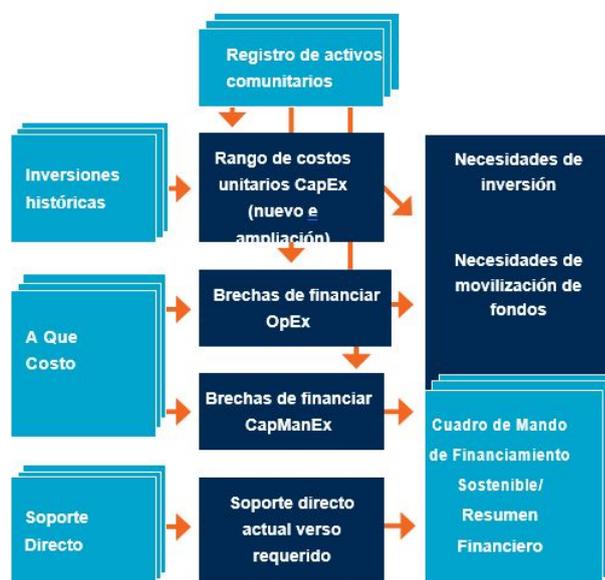


Figure 6: Consolidation des sources de données financières

Composants clés du plan:

• Vision, objectifs et étapes

Une fois les conclusions de la phase d'évaluation présentées et validées, les parties prenantes du district doivent se mettre d'accord sur la vision globale du plan WASH du district, qui doit ensuite être approuvée et adoptée publiquement par l'autorité du district. Les parties prenantes peuvent se concentrer sur mettre l'accent sur la partie du plan concernant «l'accès pour tous» et l'aspect « pour toujours» de la durabilité, de façon à ce que le plan ne devienne pas un plan d'investissement axé uniquement sur des investissements en capital et en entretien. Les objectifs et les jalons doivent être convenus et alignés sur la politique, la stratégie et les objectifs nationaux existants, ainsi que sur les engagements internationaux (par exemple, les objectifs de développement durable) et la stratégie/le plan de développement plus large du district.

Un tel plan de district sera limité dans le temps, et éventuellement échelonné¹³, avec une évaluation périodique et une mise à jour à des moments prédéterminés. Les objectifs et/ou les délais fixés lors de la phase initiale de visualisation (section 3.2) doivent être ajustés en fonction des données de la phase d'évaluation et de ce qui est réalisable dans la mesure du possible.

13 Par exemple, un plan pourrait s'étendre jusqu'en 2030, mais être divisé en phases de 5 ans. Un exemple de phasage en termes d'activités et d'objectifs peut être une phase initiale axée sur la réalisation de l'accès universel au niveau de services de base, puis la mise à niveau des services vers une «gestion sûre» conformément aux cibles des ODDs.

• **Stratégies, activités et approches**

Sur la base des conclusions de la phase d'évaluation, des activités seront développées pour répondre à divers besoins. Celles-ci comprendront probablement des travaux d'infrastructure (capital et travaux d'entretien), de renforcement institutionnel au niveau du district et des prestataires de services, d'engagement communautaire et d'initiatives de communication visant à modifier les comportements, ainsi que des activités de coordination et de surveillance. Un engagement avec les parties prenantes du secteur national peut être nécessaire pour clarifier certains aspects de la politique et du financement. Les approches programmatiques les plus appropriées (par exemple, le mode de promotion de l'assainissement, etc.), les modèles de prestation de services et les options technologiques doivent être sélectionnés, tout en garantissant la cohérence avec la politique sectorielle.

La planification doit tenir compte des différents niveaux de besoins et d'attentes dans le district. Les communautés défavorisées veulent un service; ceux avec un service existant veulent probablement des améliorations. Certaines communautés sont disposées à payer davantage pour un niveau de service supérieur, tandis que d'autres peuvent être plus préoccupées par le maintien des frais d'utilisation. Il y aura différentes demandes et différentes attentes pour de multiples usages. Un district devra envisager différents modèles de prestation de services pour différents secteurs et niveaux de demande. Par exemple, la demande de systèmes de canalisations pouvant fournir de l'eau au ménage augmente avec l'augmentation des revenus et de l'urbanisation. Le plan doit en prendre compte et répondre aux besoins changeants de ces différents marchés d'utilisateurs.

• **Budgétisation et ressource**

Le chiffrage détaillé des activités, combiné à la fiche de rendement du financement/financement durable (voir section 3.3.2), identifiera les ressources nécessaires pour offrir un accès pour tous et pour toujours, autant en termes de capital initial que de coûts récurrents. En comparant cela aux revenus actuels, on peut constater les lacunes qui doivent être comblées par un seul ou plus des «Trois Ts». Certains pays ont jugé utile de cartographier les flux de financement existants et historiques entrants et à l'intérieur d'un district donné. La Figure 7 en est un exemple. Pour les installations domestiques, telles que les toilettes et les sources d'approvisionnement en eau des ménages, il faut également prendre en compte les investissements directs des ménages. Une stratégie de mobilisation des ressources doit être élaborée et des décisions doivent être prises quant à la manière de remédier aux lacunes. Toute décision d'augmentations de taxes ou de tarifs doit être fondée sur une compréhension de la volonté et de la capacité à payer des résidents et des utilisateurs, et éventuellement inclure des arrangements favorables pour les plus défavorisés. Les modifications proposées aux niveaux tarifaires doivent être alignées sur les directives ou cadres établis par le

gouvernement ou des régulateurs indépendants. Le lobbying peut être fait avec le gouvernement central, les agences de soutien (les ONG, par exemple) et les partenaires de développement afin d'augmenter les transferts et des prêts peuvent également être envisagés. Un budget détaillé, projeté d'année en année et aligné sur les activités du plan, aidera à faire connaître le plan aux financiers potentiels qui peuvent choisir de financer des activités spécifiques ou des éléments de coûts et facilitera également les rapports de mise en œuvre ultérieurs.

- **Arrangements pour la mise en œuvre:** Les modalités de mise en œuvre doivent être détaillées dans le plan, y compris les dispositifs d'achat, les flux financiers et les rapports connexes, ainsi que les rôles et responsabilités des organisations et des services impliqués. Il se peut que les modalités de mise en œuvre et de financement restent flexibles dans le cadre général du plan, permettant ainsi la mise en œuvre et le financement par une combinaison de moyens, tels que les ONG et le gouvernement, à condition qu'ils respectent le plan commun et le cadre de présentation des rapports.

- **Cadre de suivi**

Le cadre de suivi doit être élaboré dans le cadre du plan, en harmonie avec les cadres et indicateurs de suivi sectoriels existants. Cela devrait se concentrer non seulement sur les produits (l'accès, par exemple), mais également sur les résultats, tels que la performance du fournisseur de services, les niveaux de service obtenus et tout indicateur global de durabilité. Le suivi doit mettre à jour les données selon les données de référence créées au cours de la phase d'évaluation. Les mécanismes de collecte des données de surveillance doivent être inclus et chiffrés. Les outils comprennent des enquêtes périodiques, le suivi et la supervision de la mise en œuvre, des rapports sur les indicateurs de performance clés des fournisseurs de services, des examens participatifs périodiques des parties prenantes, etc. Il est important de toujours rechercher et utiliser les cadres de surveillance existants dirigés par le gouvernement; de sorte que toute donnée générée puisse au moins s'aligner sur ces systèmes et les informer.

Responsabilisation et consultation

La planification au niveau local ne garantit pas nécessairement une planification équitable ni que les consommateurs et d'autres parties prenantes aient les moyens d'exprimer leurs points de vue. Des efforts devront être faits pour que les plans répondent à des besoins réels plutôt qu'à une rhétorique politique, soit non partisan et inclusif. Un suivi est nécessaire pour garantir cette mise en œuvre. S'appuyant sur les preuves tirées de la phase d'évaluation, le plan devrait être présenté publiquement et toutes les parties prenantes concernées devraient être consultées. Les cadres existants des gouvernements locaux concernant la planification doivent être suivis. L'élaboration du plan WASH peut souligner les meilleures pratiques en suivant un processus de planification robuste et inclusif.

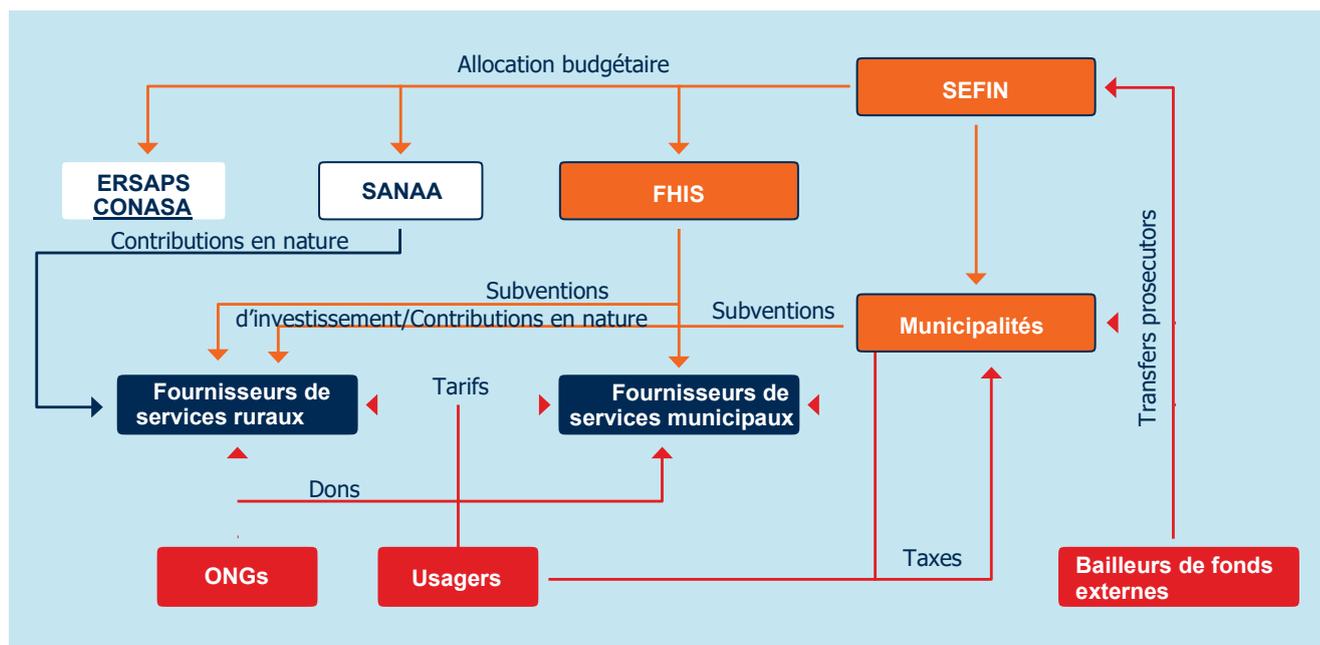


Figure 7: Exemple de diagramme de flux financier au Honduras
 Source: Public Expenditure Review: Decentralization of Water and Sanitation Services. World Bank, 2014

Adoption du plan et dissémination

Un plan est aussi utile que la mesure dans laquelle il est réellement utilisé ; un plan n'incitera pas au changement s'il reste sur l'étagère et ramasse de la poussière. Les plans sectoriels élaborés au niveau du district doivent être intégrés à la planification et à la budgétisation du développement du district. Une implication large du personnel du gouvernement local autre que l'unité WASH et des autres parties prenantes du district est essentielle à la réussite de la mise en œuvre et de l'application du plan. Il vaut la peine d'investir dans le temps et les ressources nécessaires pour diffuser le plan et obtenir un tel engagement. Il est avantageux d'impliquer non seulement le personnel technique WASH, mais également le personnel plus vaste responsable de la planification et de l'administration du district pour atténuer le risque que le plan devienne isolé et négligé. Idéalement, le plan devrait être officiellement et publiquement adopté par les autorités du district. Il peut en effet faire partie d'un plan de développement de district plus large. Quoiqu'il en soit, le plan devrait être largement diffusé (et commercialisé) dans le district, aux niveaux provincial et national, et idéalement être accessible publiquement en ligne. Étant donné que la planification sectorielle peut être entreprise à différents niveaux (par exemple, provincial ou national), il est important que les entités gouvernementales concernées à ces niveaux soient informées du plan afin de pouvoir en tenir compte dans les plans et propositions sectoriels plus larges.

3.6 IMPLÉMENTATION ET SUIVI (AVEC RESPONSABILISATION)

Objectif

Les résultats du plan sont atteints d'une manière coordonnée, responsable et de qualité. Ces résultats sont revus périodiquement.

Extrants

- Accès durable et universel aux services WASH dans le district, documenté par des rapports de progrès et d'évaluation.

Ressourcement du plan, coordination et alignement

Une fois qu'un plan global harmonisé est élaboré, il doit être largement diffusé et commercialisé auprès des partenaires et des sources de financement potentielles, afin de susciter l'engagement financier et assurer l'accord sur l'alignement des activités. L'engagement à adhérer au plan peut être formalisé par le biais d'accords formels tels que des protocoles d'entente. De tels accords peuvent obliger les organisations à se conformer à des procédures opérationnelles de base, telles que des protocoles de rapports communs et la participation à des réunions de coordination. Les efforts doivent être poursuivis au niveau du district et éventuellement au niveau provincial et national, afin de garantir la coordination des divers efforts organisationnels et que tous les partenaires se soient alignés sur le même plan et rendent des comptes.

Assistance technique et renforcement des capacités pour l'implémentation

Une formation, un encadrement et une assistance technique seront nécessaires pour que les autorités de district et les autres organisations chargées de la mise en œuvre aient la capacité d'implémenter, de gérer et de surveiller les activités du plan, y compris, par exemple le respect des normes sectorielles. Le soutien peut provenir de bailleurs de fonds, d'ONG ou d'entités gouvernementales provinciales et nationales. Là où une assistance technique est fournie, des efforts doivent être faits pour que cela renforce le leadership et la capacité à long terme des autorités de district. Continuer à créer des liens entre les autorités de district et les structures d'appui régionales/nationales et de renforcer la capacité de ces structures d'appui.

Suivi, évaluation et responsabilisation

La surveillance devrait suivre les progrès réalisés par rapport aux objectifs; suivre les niveaux de service, les pratiques WASH des résidents et la durabilité; suivre la qualité de la mise en œuvre des activités logicielles et matérielles; suivre l'allocation/les dépenses; surveiller le rendement / la qualité de la source d'eau, etc. Ces activités sont détaillées dans le plan lui-même. Les données collectées devraient informer la surveillance du secteur au sens plus large et conduire à des mesures correctives lorsque les données identifient des lacunes ou des faiblesses.

Des réunions de coordination régulières devraient avoir lieu au niveau du district et éventuellement du sous-district. En outre, des visites conjointes de suivi et des examens des parties prenantes devraient être organisés pour soutenir la coordination et l'apprentissage entre les parties prenantes impliquées dans le financement, le soutien et la prestation, et renforcer la responsabilité mutuelle. Le processus de suivi et d'évaluation devrait être intégré aux examens sectoriels conjoints en cours dans le pays.

Les évaluations externes, la surveillance par des tiers (par exemple, les contrôles de durabilité) et les audits de programme contribuent à renforcer la responsabilité de la mise en œuvre et à garantir la publication de rapports. Les autres moyens de renforcer la responsabilisation comprennent les processus de griefs officiels et des mécanismes pour les utilisateurs de service et des retours sur les performances via des Fiches de Résultats Citoyens, les systèmes SMS, etc.

Les ensembles de données collectés lors de la phase d'évaluation doivent être mis à jour et utilisés pour la prise de décision. Le registre d'atout doit être tenu à jour et utilisé comme un outil essentiel pour la surveillance, la gestion et la planification continue des initiatives de maintenance et de remplacement.

Apprentissage et dissémination

L'approche à l'échelle du district sera probablement nouvelle dans de nombreux contextes et pourra être utilisée pour tester de nouvelles approches, dans le but de renforcer celles qui se sont révélées efficaces et ayant un impact. Par le biais d'examens et d'évaluations périodiques, des efforts devraient être faits pour documenter enseignements tirés au cours des phases de la feuille de route. Des réflexions et des apprentissages périodiques, par le biais de groupes de coordination ou d'apprentissage, contribuent à renforcer l'approche à l'échelle du district et à permettre l'extension des meilleures pratiques, stimulant ainsi l'extension vers d'autres districts et même au niveau international. Le processus de changement doit être documenté.

4. LIER CE PLAN D'ACTION AU NIVEAU NATIONAL

Bien que cette approche se concentre au niveau du district, le changement systématique vers les services WASH universels requiert une harmonisation avec les systèmes nationaux.

Les partenaires de Agenda for Change travaillent en supportant l'application de systèmes WASH existants, en changeant et en renforçant les systèmes WASH à faiblesses, et en aidant à mettre sur place des systèmes WASH où il n'y en existe présentement pas. Implémenter les principes de Agenda for Change renforcera les systèmes (du secteur) du niveau national au niveau du district et identifiera toute faiblesse ou lacune. Les blocs de construction cruciaux pour WASH doivent être développés aux deux niveaux et une évaluation des composants clés dans le district et au niveau national informera la stratégie et la sélection de priorité pour les initiatives de renforcement de systèmes.

Certains blocs de construction importants tels que la réglementation peuvent être bien développés au niveau national mais faiblement appliqués dans le district, tandis

que le suivi peut être efficace au niveau du district mais souffre d'un développement et d'un soutien limité au niveau national.

La mise en œuvre de la feuille de route nécessite que les acteurs du district comprennent et appliquent les politiques nationales. Lorsque le niveau national est faible, les outils et les idées de cette feuille de route peuvent être utilisés pour expérimenter et apprendre au sein du district, pour générer des preuves qui sont utilisées pour le plaidoyer au niveau national pour soutenir les changements ou les améliorations et systèmes nationaux.

Ultimement, l'approche à l'échelle du district vise à se développer à travers l'apprentissage et l'expérimentation dans un seul district et la diffusion des pratiques et des leçons dans d'autres districts et à l'échelle nationale. Le succès local peut avoir un impact national.



5. CONCLUSION

Agenda for Change consiste à renforcer les systèmes WASH et à démontrer comment cela peut conduire à un accès universel et durable aux services WASH. L'application de Agenda for Change au niveau du district met l'accent sur une approche harmonisée qui s'appuie sur les systèmes gouvernementaux existants et les renforce, soutient le leadership gouvernemental et fournit des exemples concrets de la manière dont les objectifs nationaux pour le secteur WASH peuvent être accélérés et atteints de manière durable. L'approche est basée sur la collecte de données solides, permettant une compréhension commune des défis et des opportunités et une approche systématique pour l'élaboration, le financement et la mise en œuvre d'un plan. Cela implique un engagement des partenaires à travailler sur la réalisation des objectifs du plan et à mettre en place un processus de suivi afin de s'assurer que des progrès sont réalisés. Nous pensons qu'une approche large au district, en mettant l'accent sur le district comme unité de concentration, fournit une voie plus globale et intégrée vers le renforcement du secteur et requiert une vision à long terme et un engagement à faire les choses correctement et de manière durable.

